

ministre de l'Agriculture (M. Blais), de vendre des freins pour les Cadillacs de la General Motors, aux États-Unis, sans cette taxe de 12 p. 100 qui est en train de briser ses commandes.

Cela va permettre également aux Ressorts Cascade, dans la circonscription du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, de continuer à vendre des ressorts aux États-Unis, alors que la taxe de 12 p. 100 mettait en péril ces exportations. Et cela va permettre aux Salaisons Brochu, dans ma circonscription, d'être capables de continuer à vendre du jambon aux États-Unis sans l'application de cette taxe à tous les stades du processus manufacturier. C'est pour cela que l'on a fait sauter cette taxe. Elle va générer des revenus pour remplacer la taxe sur les produits manufacturés, pour un montant de 16 milliards de dollars, et on va aller chercher des revenus additionnels pour donner des crédits aux personnes moins bien nanties afin qu'elles n'aient pas à souffrir de l'application d'une taxe sur les biens et services.

De plus, cette taxe ne s'appliquera pas à certains biens de base, comme la nourriture, les médicaments d'ordonnance, les appareils médicaux. Cette taxe ne s'appliquera pas à votre maison, lorsque vous vendez une maison dans laquelle vous viviez, une maison déjà construite. Elle s'appliquera sur la maison neuve, vendue par l'entrepreneur, mais elle reviendra peut-être moins cher parce que jusqu'à aujourd'hui la taxe de 12 p. 100 s'applique parfois deux fois de suite sur la maison construite par un entrepreneur. Alors, ceux qui ont à vendre leur maison d'ici deux, trois, quatre, cinq ou dix ans, ne nous énervons pas, la taxe ne s'applique pas; elle s'applique sur les maisons neuves telles que vendues par les entrepreneurs. La taxe ne s'applique pas sur le logement, ne s'applique pas sur les universités. Les gens moins bien nantis recevront quatre fois par année un montant en crédit applicable à cette taxe.

Alors, monsieur le Président, c'était cela l'essence de notre message fiscal, au moment de notre deuxième mandat. Nous avons procédé progressivement afin d'être moins esclaves de la situation économique périlleuse, mise en place, mes collègues le savent, par les libéraux et les socialistes. Nous voulons graduellement nous affranchir, être plus maîtres de nos destinées. Le message le plus important, monsieur le Président, c'est de dire à nos enfants: On ne vous laissera pas de dettes. On va vous laisser un Canada actif, avec des possibilités de vivre une vie de qualité. C'était cela l'essence de notre message, monsieur le Président.

M. Assad: Monsieur le Président, ce message fiscal est quatre ans en retard. En 1984, c'est votre propre chef, et c'est le ministre des Finances actuel qui avait dit qu'en l'espace de quatre ans il réduirait le déficit à 7 milliards de dollars. Ça n'a pas été fait, même en l'espace de quatre ans. Ça c'est votre message fiscal? Il y a des économistes en Europe qui n'investissent pas au Canada pour la simple raison que le gouvernement canadien taxe davantage, au lieu de faire des coupures là où c'est nécessaire. S'il y avait moins d'argent qui était enlevé des

poches des Canadiens, ils seraient intéressés à venir investir ici. Et ça c'est votre message fiscal que vous avez à donner? Quand on considère que, de 1984 à 1988, vous avez eu 82 milliards de dollars de surplus? C'est comme le gars qui a des dettes et qui, pour les quatre prochaines années, a un surplus substantiel de revenus. A ce moment-là, on s'organise pour payer nos dettes. Vous autres, vous l'avez augmentée, et vous venez ici nous donner un message fiscal?

M. Fontaine: Monsieur le Président, j'aurais bien voulu entendre le député de Gatineau—La Lièvre (M. Assad) en 1984, alors qu'au moment où on a pris le pouvoir, on avait un budget annuel de 38 milliards de dollars. On l'a baissé. Et lorsqu'on l'a baissé, vos collègues qui étaient là à ce moment-là ont crié au meurtre parce que l'on baissait le budget! Vous auriez dû être là, vous auriez dû les écouter, vous auriez dû lire ce qu'ils ont dit. Ils se sont opposés à nos augmentation d'impôt qui visaient à réduire le déficit, et ils se sont également opposés à nos diminutions de dépenses. Vous auriez dû être là.

De plus, ces gens ont dit que, à cause du Budget que l'on a proposé en 1984 et les années suivantes, cela causerait du chômage. Le Budget n'a pas causé de chômage. Avec notre Budget de 1984 et des années suivantes, on a permis la mise en place, par l'entreprise privée, d'un million et demi de nouveaux emplois au cours des quatre dernières années.

Lorsque vous parlez des investissements qui ne viennent pas d'Europe, là aussi vous êtes dans l'erreur parce que les Européens, de ce temps-ci, considèrent le Canada comme la terre promise pour venir s'implanter et pour développer le marché américain à cause du libre-échange auquel vos collègues se sont également opposés, auquel les sénateurs libéraux non élus se sont également opposés. Il en vient plus d'investissements européens. Vous devriez vous renseigner. Apprenez qu'ici, lorsque l'on parle, c'est pour renseigner la population, ce n'est pas pour faire de la politique et l'induire en erreur.

Et, finalement vous parlez de l'augmentation de la dette. Alors, voulez-vous savoir pourquoi elle l'est? Elle a été augmentée parce que l'on est obligé de payer les intérêts qui s'accumulent sur votre énorme dette que vous nous avez donnée en héritage, en 1984. Et si vous parlez de l'augmentation de la dette, multipliée par 30 milliards de dollars d'intérêts par année, cela fait exactement la différence entre ce que l'on a pris lorsque l'on est arrivé au pouvoir, et aujourd'hui. On a réussi à s'en tirer juste avec cela, et on a réussi à augmenter la qualité de notre économie, augmenter les emplois au Canada. Vous n'avez jamais fait cela pendant les 20 années que vous avez été au pouvoir!

[Traduction]

Mme Langan: Monsieur le Président, je voudrais poser quelques questions au député. Il a dit dans son discours que les personnes âgées de sa circonscription ont l'expérience de toute une vie et ne veulent pas laisser de dette à